



# COMMUNIQUE DE PRESSE

Orsay, le 20 mai 2010

## François Lamy, Député-Maire de Palaiseau, Président de la CAPS

***A l'issue des travaux de la commission mixte paritaire sur le projet de loi « grand Paris », comment ne pas être à la fois déçu et en colère quant aux perspectives d'avenir sur le Plateau de Saclay.*** La constitution d'un grand pôle européen de Recherche et d'innovation dans un environnement préservé nécessitait une adhésion et une mobilisation de tous les acteurs, élus, citoyens, scientifiques et universitaires. A l'heure où l'Etat n'a plus les moyens humains et financiers de mener de grandes opérations d'aménagement, au moment où la décentralisation a montré son efficacité pour réaliser au plus du terrain des projets d'intérêt général, le projet de loi de Christian Blanc, avalisé par la majorité parlementaire, accouche d'un monstre technocratique qui méprise les élus et les citoyens et dont on peut mesurer aujourd'hui quelle sera son inefficacité demain. Depuis quelques années, sur le Plateau de Saclay, les acteurs scientifiques, universitaires et économiques, ont mené des coopérations et bâti des projets.

Les élus locaux se sont mobilisés, ont apporté leur connaissance du terrain, leurs capacités à innover et réussi à susciter l'intérêt des citoyens pour ce grand projet. Ils attendaient tous un Etat moderne, c'est-à-dire un Etat qui coordonne, qui impulse et qui finance aux côtés des collectivités territoriales.

Au final d'une discussion parlementaire réalisée dans l'urgence et sans écoute réelle de l'opposition, la loi de Christian Blanc accouche d'un Etablissement Public aux pouvoirs pharaoniques, géré par un Président Directeur général sans légitimité démocratique, régnant sur un territoire qui fait trois fois la superficie de Paris. Les élus sont réduits au rôle de « vache à lait » par un Secrétaire d'Etat aux méthodes autoritaires et technocratiques qui confond concertation et soumission.

Face à ce formidable gâchis, il faudra beaucoup de sagesse et de sang froid aux élus pour ne pas claquer la porte et laisser l'Etat se débrouiller seul, c'est-à-dire ne rien faire. La balle est maintenant dans le camp du gouvernement.

Soit il change radicalement d'attitude et démontre sa capacité à co-piloter le projet avec ceux qui connaissent le terrain et ont fait la preuve de leur efficacité, soit le grand projet du Président de la République sera mort-né et à ranger une fois de plus sur l'étagère des annonces fracassantes sans lendemain.

### **Contact presse**

Virginie HIS

06 84 54 60 18

virginie.his@scientipole.fr